

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande (SCP 318.02)

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 7 JUIN 2001 CONCERNANT LES MESURES VISANT A PROMOUVOIR L'EMPLOI DANS LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE (MARIBEL SOCIAL IV).

I. Champ d'application

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services de soins familiaux (aides familiales et aides seniors) de la Communauté flamande. Par travailleurs on entend, le personnel ouvrier et employé masculin et féminin, à l'exception des membres du personnel pour lesquels il n'est pas possible de générer des moyens maribel social.

Art. 2

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Art. 3

Les employeurs tels que visés ci-dessus par le champ d'application de la présente convention exercent des activités qui concernent les services agréés des aides familiales et des aides seniors tels que visés à l'article 1er, point 1 de l'Arrêté royal précité. Pour l'application de la présente convention collective de travail, uniquement les services individuels entrent en considération, des accords de coopération entre de différents services ne tombent pas sous la définition d'employeurs.

Art. 4

Pour le calcul du produit des réductions de cotisations telles que prévues à l'art. 2 de l'Arrêté royal précité, les parties se basent sur les données qui sont en leur possession.

Art. 5

En cas d'un accroissement net de l'emploi et d'une augmentation du volume de travail total, le secteur peut bénéficier d'une réduction de la cotisation patronale à la sécurité sociale, telle que prévue par l'Arrêté royal précité.

Art. 6.

Le produit trimestriel de cette réduction de cotisations est déterminé comme suit:

* le nombre de travailleurs occupé au moins à 51% d'un régime de travail à temps plein, multiplié par le montant maximum prévu par trimestre dans l'Arrêté royal précité, déterminant le montant trimestriel de la réduction forfaitaire des cotisations dans le secteur non-marchand.

* Pour le secteur des aides familiales et des aides seniors, cela signifie au maximum - à partir du 1er janvier 2001 : 2.054.801,92 Eur sur base annuelle

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
24-10-2001	20-11-2001	N°
		59805/61318.02

Ce budget et l'attribution aux services sont fixés de nouveau chaque année par le fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux.

Art. 7

Les employeurs s'engagent à réaliser dans le secteur un accroissement net de l'emploi à concurrence au moins du produit de la réduction de cotisations visée à l'article 6 de la présente convention collective de travail, diminué par les frais administratifs (0,5 % au maximum) tels que fixés annuellement par le fonds sectoriel maribel social pour les services des soins de santé, et du volume de travail total, tel que prévu dans l'arrêté royal précité.

L'employeur s'engage à en faire rapport chaque année au conseil d'entreprise ou au comité de prévention et de protection au travail ou à la délégation syndicale ou, à défaut de celle-ci, au personnel.

Art. 8

L'accroissement net de l'emploi, ainsi que l'augmentation du volume de travail, tel que prévu à l'art. 7 de la présente convention collective de travail devra être réalisé au niveau :

- du secteur des services pour les aides familiales et les aides seniors et/ou
- du service individuel d'aides familiales qui adhère à la présente convention

Art. 9

Pour le calcul de l'accroissement net du nombre de travailleurs, le montant sur base annuelle, qui équivaut au recrutement d'un travailleur supplémentaire équivalent temps plein, est fixé à :

- soignants/aide logistique : 25.549,34 Eur
- aide sociale : 31.532,06 Eur

Art. 10

Les travailleurs énumérés à l'art.4 §2 de l'arrêté royal précité visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand ne sont pas considérés comme des travailleurs nouvellement engagés.

Art. 11

Chaque service individuel d'aides familiales et d'aides seniors a droit, par trimestre, au montants trimestriel total de la réduction des cotisations pour la réalisation de l'accroissement net de l'emploi multiplié par la fraction qui exprime la relation entre, d'une part, le nombre de travailleurs occupés au moins à mi-temps et, d'autre part, les travailleurs occupés au moins à temps partiel dans le secteur des aides familiales et des aides seniors subsidié par la Communauté flamande.

La fraction est fixée annuellement pour chaque service par le fonds social "maribel social" pour les services de soins familiaux.

Le droit à la réduction des cotisations est un droit théorique. La réduction des cotisations est uniquement octroyée sur la base des heures effectivement prestées.

Art. 12

En application de l'art.3 §5 de l'arrêté royal précité portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand, chaque service des aides familiales et des aides seniors, transmettra, suivant la procédure prévue ci-après, tous les six mois un rapport détaillé au président du fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux.

La première fois, ce rapport doit être envoyé avant la fin du mois suivant le semestre d'adhésion, ensuite chaque fois au plus tard le 30 septembre de chaque année pour le premier

4

semestre de l'année en cours et au plus tard le 28 février de chaque année pour le deuxième semestre de l'année précédente.

En cas de non-respect de cette disposition, des sanctions peuvent s'imposer, telles que prévues à l'art. 3 §7 de l'arrêté royal précité.

Art. 13

Ce rapport doit comprendre les données suivantes pour chaque semestre :

- l'emploi total exprimé en personnes et heures rémunérées pour le trimestre de référence et pour le trimestre concerné
- le produit de la réduction des cotisations
- la mention des travailleurs qui ont été engagés à la suite de la réduction des cotisations, avec mention de leur fonction et du rythme de travail. Un modèle de ce rapport semestriel sera élaboré par le fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux.

Art. 14

Sur la base des rapports détaillés, le fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux rédige un rapport global dans les trente jours et émet un avis motivé concernant le respect des engagements en matière d'emploi, repris dans la présente convention.

Art. 15

Ensuite, le fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux transmet l'avis ainsi que le rapport global et une copie des rapports individuels introduits au président du fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux qui le soumettra au ministre de l'emploi et du travail, au ministre des affaires sociales et au ministre de tutelle du secteur dans le cadre de sa compétence communautaire.

Art. 16

Le pourcentage de travailleurs à temps partiel peut être inférieur à 25 % du nombre total d'embauches supplémentaires. Le secteur fournit déjà des efforts énormes pour la promotion du travail à temps partiel.

Art. 17

Les parties s'engagent à réaliser les embauches nettes au prorata de 50% du nombre d'embauches prévues au plus tard le dernier jour du trimestre suivant celui de l'entrée en vigueur de l'adhésion et 25% de l'accroissement prévu du volume de travail; 100% du nombre d'embauches prévu et 75% de l'accroissement prévu du volume de travail au plus tard le dernier jour du trimestre en cours. La réduction des cotisations est uniquement octroyée sur la base des heures effectivement prestées.

Art. 18

Les employeurs individuels peuvent adhérer à la présente convention collective de travail.

L'adhésion se fait à l'aide d'un acte d'adhésion dont un modèle est rédigé au sein du fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux.

L'acte d'adhésion doit être transmis par lettre recommandée au président du fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux. Cette lettre comprend une description circonstanciée des engagements pour l'emploi.

L'acte d'adhésion entre en vigueur après l'approbation par le Conseil d'administration du fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux.

Art. 19

L'Office national de sécurité sociale verse au fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux, par trimestre, les réductions de cotisations pour les employeurs des services des aides familiales et des aides seniors tels que prévus à l'art. 1 de la présente convention.

Il appartient au fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux de répartir le total des réductions de cotisations entre les services de soins familiaux suivant les modalités prévues par l'arrêté royal du 5 février 1997 et fixées par le Conseil d'administration du fonds sectoriel "maribel social" pour les services de soins familiaux.

Dispositions transitoires

Art. 20

Les articles mentionnés sur la première et quatrième ligne du tableau suivant concernent la présente convention collective de travail. Pour les montants mentionnés en euro dans la première colonne du tableau, les montants mentionnés en franc belge dans la deuxième colonne sont valables à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 6	
EUR	BEF
2.054.801,92	82.890.504
Art. 9	
25.549,34	1.030.658
31.532,06	1.272.000

Dispositions finales

Art. 21

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Art. 22

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois, notifié par lettre recommandée au président de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

24-10-2001

20-11-2001

NR.
N°

59805/6/318.02

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (PSC 318.02).

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 7 JUNI 2001 BETREFFENDE
MAATREGELEN TER BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN DE DIENSTEN VOOR
GEZINSZORG VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (SOCIALE MARIBEL IV).**

I. Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de diensten voor gezinszorg (gezins- en bejaardenhulp) van de Vlaamse gemeenschap. Onder werknemers wordt verstaan, het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendenpersoneel, met uitzondering van die personeelsleden waarvoor geen sociale maribel-middelen kunnen gegenereerd worden.

Art. 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

Art. 3

De werkgevers zoals hierboven beschreven in het toepassingsgebied van deze overeenkomst, oefenen activiteiten uit die betrekking hebben op de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp zoals die in artikel 1, punt 1 van bovenvermeld Koninklijk Besluit bedoeld worden.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst komen enkel individuele diensten in aanmerking, samenwerkingsakkoorden tussen verschillende diensten vallen niet onder de definitie van werkgevers.

Art. 4

Voor de berekening van de opbrengst van de bijdrageverminderingen zoals bepaald in art 2 van bovenvermeld Koninklijk Besluit baseren de partijen zich op gegevens die in hun bezit zijn.

Art. 5

Bij een netto-aangroei van de tewerkstelling en een toename van het arbeidsvolume kan de sector genieten van een vermindering van de werkgeversbijdrage sociale zekerheid, zoals voorzien in het voornoemd koninklijk besluit.

Art. 6

De kwartaalopbrengst van deze bijdragevermindering wordt als volgt bepaald:

- Het aantal werknemers dat minstens aan 51% van een voltijdse arbeidsregeling is tewerkgesteld, vermenigvuldigd met het bedrag dat per kwartaal maximaal voorzien is in het voornoemd koninklijk besluit, tot bepaling van het kwartaalbedrag van de forfaitaire bijdragevermindering in de non-profitsector.
- Voor de sector gezins- en bejaardenhulp betekent dit maximaal:
 - vanaf 1 januari 2001: 2.054.801,92 Eur op jaarbasis.

Dit budget en de toewijzing aan de diensten wordt jaarlijks opnieuw vastgesteld door het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg.

Art. 7

De werkgevers verbinden er zich toe in de sector een netto-aangroei van de tewerkstelling te realiseren, ten belope van ten minste de opbrengst van de bijdragevermindering vermeld onder artikel 6 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, verminderd met de administratieve kosten (maximum 0,5%) zoals jaarlijks wordt vastgelegd door het sectoraal fonds sociale maribel voor de diensten voor gezinszorg, en van het totaal arbeidsvolume, zoals bepaald in het voornoemd koninklijk besluit.

De werkgever verbindt zich ertoe om hierover jaarlijks te rapporteren aan de ondernemingsraad of aan het comité voor preventie en bescherming op het werk of aan de vakbondsafvaardiging of bij ontstentenis daarvan aan het personeel.

Art. 8

De netto-aangroei van de tewerkstelling, alsmede de toename van het arbeidsvolume, zoals bepaald in art. 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst dient gerealiseerd te worden op het vlak van:

- de sector diensten voor gezins- en bejaardenhulp en/of
- de individuele dienst voor gezinszorg die toetreedt tot deze overeenkomst.

Art. 9

Voor de berekening van de netto-aangroei van het aantal werknemers wordt het bedrag op jaarbasis, dat gelijkstaat met de aanwerving van één voltijds equivalent bijkomende werknemer, bepaald op:

- verzorgenden / logistieke hulp: 25.549,34 Eur
- maatschappelijk werk: 31.532,06 Eur

Art. 10

De werknemers opgesomd in art.4 §2 van het voornoemd koninklijk besluit ter bevordering van de tewerkstelling in de non-profit worden niet beschouwd als nieuw aangeworven werknemers.

Art. 11

Iedere individuele dienst voor gezins- en bejaardenhulp heeft, per kwartaal, recht op het totale kwartaalbedrag van de bijdragevermindering voor de realisatie van de netto-aangroei van de tewerkstelling vermenigvuldigd met de breuk die de verhouding uitdrukt tussen enerzijds het aantal tenminste halftijds tewerkgestelde werknemers en anderzijds de minstens halftijds tewerkgestelde werknemers in de sector gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap.

De breuk wordt voor iedere dienst jaarlijks vastgesteld door het sociaal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg.

Het recht op de bijdragevermindering is een theoretisch recht. De bijdragevermindering wordt enkel toegekend op basis van de effectief gepresteerde uren.

Art. 12

In toepassing van art.3 §6 van het bovenvermeld koninklijk besluit houdende de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, zal elke dienst voor gezins- en bejaardenhulp, volgens de hierna voorziene procedure, om de 6 maanden een

gedetailleerd verslag overmaken aan de voorzitter van het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg.

De eerste maal moet dit verslag worden toegestuurd vóór het einde van de maand die volgt op het semester van toetreding, nadien telkens uiterlijk op 30 september van ieder jaar voor het eerste semester van het lopende jaar en uiterlijk op 28 februari van ieder jaar voor het tweede semester van het vorige jaar.

Bij niet-respecteren van dit voorschrift kunnen sancties worden opgelegd, zoals voorzien in art.3 §7 van voornoemd koninklijk besluit.

Art. 13

In dit verslag moeten voor elk semester volgende gegevens zijn opgenomen:

- de totale tewerkstelling uitgedrukt in personen en bezoldigde uren voor het referentiekwartaal en voor het betrokken kwartaal
- de opbrengst van de bijdragevermindering
- de vermelding van de werknemers die aangeworven zijn ten gevolge van de bijdragevermindering, met vermelding van hun functie en arbeidsritme. Een model van dit semestrieel verslag zal worden uitgewerkt door het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg.

Art. 14

Op basis van de gedetailleerde verslagen maakt het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg binnen de 30 dagen een globaal verslag op en brengt een gemotiveerd advies uit betreffende de naleving van de tewerkstellingsverbintenissen, opgenomen in deze overeenkomst.

Art. 15

Hierna stuurt het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg het advies samen met het globaal verslag en een afschrift van de ingediende individuele verslagen door aan de voorzitter van het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg die het voorlegt aan de minister van tewerkstelling en arbeid, aan de minister van sociale zaken en aan de voogdijminister van de sector in het kader van zijn gemeenschapsbevoegdheid.

Art. 16

Het percentage deeltijdse werknemers mag lager zijn dan 25% van het totaal aantal bijkomende aanwervingen. De sector levert reeds enorme inspanningen ter bevordering van de deeltijdse arbeid.

Art. 17

De partijen verbinden er zich toe de netto-aanwervingen te realiseren a rato van 50% van het aantal voorziene aanwervingen uiterlijk op de laatste dag van het kwartaal volgend op dit van de inwerkingtreding van de toetreding en 25% van de voorziene toename van het arbeidsvolume; 100% van het aantal voorziene aanwervingen en 75% van de voorziene toename van het arbeidsvolume uiterlijk de laatste dag van het lopende kwartaal. De bijdragevermindering wordt enkel toegekend op basis van de effectief gepresteerde uren.

Art. 18

De individuele werkgevers kunnen toetreden tot deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De toetreding gebeurt aan de hand van een toetredingsakte waarvan een model wordt opgemaakt in de schoot van het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg.

De toetredingsakte moet per aangetekend schrijven overgemaakt worden aan de voorzitter van het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg. Dit schrijven omvat een omstandige omschrijving van de tewerkstellingsverbintenissen.

De toetredingsakte treedt in werking na goedkeuring door de Raad van Bestuur van het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg.

Art. 19

De Rijksdienst voor sociale zekerheid stort het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg, per kwartaal, de bijdrageverminderingen voor de werkgevers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp zoals bepaald in art. 1 van deze overeenkomst.

Het is de opdracht van het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg de som van de bijdrageverminderingen te verdelen over de diensten gezinszorg volgens de modaliteiten bepaald door het koninklijk besluit van 5 februari 1997 en bepaald door de Raad van Bestuur van het sectoraal fonds "sociale maribel" voor de diensten voor gezinszorg.

Overgangsbepalingen

Art. 20

De artikelen die in de eerste en de vierde rij van volgende tabel worden vermeld hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst. Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de eerste kolom van de tabel, gelden vanaf de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de tweede kolom.

Art. 6	
EUR	BEF
2.054.801,92	82.890.504
Art. 9	
25.549,34	1.030.658
31.532,06	1.272.000

Slotbepalingen

Art. 21

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Art. 22

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden door elk der partijen mits een opzegging van 3 maanden, betekend door middel van een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.